

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021-04-019

Mettant en demeure la société PAPREC MEDITERRANNEE de respecter les prescriptions
de l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 05 mars 2015
Commune de LIOUC

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 30-2021-03-08-004 du 08 mars 2021 donnant délégation de signature à Mme Saadia TAMELIKECHT, sous-préfète du Vigan ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 autorisant la société PAPREC RESEAU à exploiter un établissement de transit et de regroupement de déchets dangereux et de transit, de tri ; de regroupement, de broyage et de conditionnement de déchets non dangereux sur la commune de LIOUC ;

Vu le changement de dénomination sociale de l'exploitant devenant PAPREC MÉDITERRANÉE en date du 4 novembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 mars 2021 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 16 mars 2021 ;

Vu les observations de l'exploitant en date du 6 avril 2021 ;

Considérant que la société PAPREC MÉDITERRANÉE exploite un établissement de transit et de regroupement de déchets dangereux ; de transit, de tri, de regroupement, de broyage et de conditionnement de déchets non dangereux sur la commune de LIOUC ;

Considérant que l'article 1.4 (*liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature*) de l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 modifié, ne prévoit pas que des déchets de plâtre soient présents sur le site ;

Considérant que l'article 1.5 (*liste des déchets admis – quantités maximales – opérations réalisées*) et l'article 3.1 (*conditions générales d'admission*) de l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 modifié ne prévoit pas que des déchets de plâtre soient admis sur le site ;

Considérant qu'il a été constaté que des déchets de plâtre ont été admis sur le site en 2019 et 2020 et que, lors de l'inspection du 15 décembre 2020, environ 150m³ de plâtre étaient stockés dans une alvéole à l'entrée du site ;

Considérant que l'article 1.6 (conformité aux plans et données du dossier – modifications) l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 modifié, impose que les installations soient implantées, réalisées et exploitées selon les dispositions détaillées dans la demande d'autorisation et conformément aux plans, autres documents et engagements présentés par l'exploitant ;

Considérant qu'il a été constaté la présence de mobilier et de matelas en quantités importantes au sud du site, à la place des déchets bois tel que prévu dans la demande d'autorisation ;

Considérant que l'article 10.5 (stockage des déchets de bois) de l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 modifié, stipule que le dépôt de bois est positionné à plus de 10 mètres de tout bâtiment ou stockage de produits inflammables ou dangereux ;

Considérant qu'il a été constaté que les déchets d'ameublement sont stockés directement le long du bois entreposé ;

Considérant que ce relevé de constats constitue une non-conformité aux articles précités de l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 modifié ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L511-1 et L541-13 du code de l'environnement ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement, PAPREC MÉDITERRANÉE pour son site de Liouc doit être mise en demeure de respecter les prescriptions applicables reprise dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1503021 du 5 mars 2015 ;

Sur proposition de madame la sous-préfète du Vigan ;

ARRÊTE

Article 1

La société PAPREC MÉDITERRANÉE dont le siège social se trouve 7 rue du docteur Lancereaux 75008 PARIS, est mise en demeure sous un délai de 3 mois, pour son établissement de transit, de regroupement de déchets dangereux et de transit, de regroupement, de broyage et de conditionnement de déchets non dangereux situé route de Nîmes, lieu -dit « les Garrigues » 30260 LIOUC.

- De se conformer aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation pour ce qui est de la liste des déchets admis et présents sur son site, prescrite aux articles 1.4, 1.5 et 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 modifié ;
- d'exploiter son établissement selon les dispositions détaillées dans la demande d'autorisation et conformément aux plans, autres documents et engagements telles que prescrites par l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral n° 1503021 du 5 mars 2015 modifié.

Le délai de trois (3) mois s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Conformément aux articles L171-11 et L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut-être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus par l'article R.514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr

- 1/ par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- 2/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux paragraphes 1 et 2.

Article 3

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Liouc pourra y être consulté.
Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée d'un mois minimum.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société PAPREC MÉDITERRANÉE.
Une copie sera adressée à :

- Madame la sous-préfète du Vigan ;
- Monsieur le maire de Liouc ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Vigan, le 12 avril 2021

Pour la Préfète et par délégation,
La Sous-préfète du Vigan,



Saadia TAMELIKECHT.